

Rapport de réunion ministérielle Assemblée législative du Nunavut

Date : 8 août 2017

Titre : Rencontre estivale 2017 du Conseil de la fédération

**Ministère
d'origine :** Exécutif et Affaires intergouvernementales

Participant : Premier ministre Peter Taptuna

Position du Nunavut

Le Conseil de la fédération (CDF) regroupe les premiers ministres des 13 provinces et territoires canadiens. Il leur permet de travailler en collaboration, de tisser des liens plus étroits et de faire preuve de leadership sur des questions importantes pour la population canadienne, tout en favorisant des relations constructives entre les gouvernements. Les rencontres sont une occasion unique de souligner les forces du Nunavut et les enjeux auxquels il doit faire face.

Résumé de la rencontre

La première ministre de l'Alberta, Rachel Notley, a accueilli la rencontre estivale 2017 du CDF à Edmonton les 18 et 19 juillet.

Voici les principaux sujets qui y ont été abordés :

- Emplois et croissance économique
 - Relations canado-américaines
 - Commerce
 - Infrastructure
 - Emplois/formation professionnelle
 - Croissance verte
- Nouveaux enjeux
 - Assurance-médicaments
 - Réfugiés
 - Nutrition Nord Canada
- Enjeux de justice et de société
 - Justice pénale
 - Opioides et cannabis

Les résultats les plus importants de la rencontre sont les suivants :

Relations canado-américaines : Les premiers ministres se sont penchés sur les avantages que présentent le commerce et les investissements entre le Canada et les États-Unis. Ils ont rencontré l'ambassadeur du Canada aux États-Unis, et se sont

engagés à poursuivre la mobilisation et la représentation de leurs provinces et territoires auprès des industries, des entreprises et des décideurs américains.

ALENA : Les premiers ministres ont fait valoir que le libre-échange aux termes de l'ALENA profite considérablement au Canada, au Mexique et aux États-Unis. Il importe de maintenir l'accès aux marchés étrangers pour ne pas perdre ces profits. L'assemblée y a vu l'occasion de moderniser et d'améliorer l'accord, et s'attend à participer activement à la stratégie de négociation du Canada et à la rédaction de son projet d'accord.

Accord de libre-échange entre le Canada et la Chine : Les premiers ministres des provinces et territoires ont applaudi l'engagement du premier ministre du Canada à étudier la possibilité d'un accord de libre-échange avec la Chine, avec qui ils s'efforcent de multiplier leurs échanges commerciaux. Ils lui ont demandé de permettre aux provinces et aux territoires de participer activement à la négociation de tout accord commercial à venir.

Approbations environnementales : Dans la foulée des rapports récemment déposés par des groupes d'experts, les premiers ministres ont abordé la question des approbations environnementales. Ils ont demandé au gouvernement fédéral de leur prêter mainforte pour que le processus d'évaluation environnementale respecte le principe « un projet, un examen », qu'il ne multiplie pas inutilement les chevauchements ou les délais, qu'il puisse toujours s'appuyer sur de l'expertise, et que toute modification apportée respecte les compétences provinciales et territoriales, et les régimes de cogestion existants.

Stratégie canadienne de l'énergie : Les premiers ministres ont discuté de la mise en œuvre continue de la SCE, rendue publique en juillet 2015. L'an dernier, ils ont demandé à leurs ministres de poursuivre leur collaboration dans quatre secteurs prioritaires : l'efficacité énergétique, l'acheminement de l'énergie, les changements climatiques et la transition vers une économie faible en carbone, et la technologie et l'innovation.

Adaptation : Les premiers ministres ont discuté du besoin de mieux coordonner la planification, le financement et l'innovation pour adapter les communautés, les régions, les industries et les gouvernements aux futurs changements durables sur les plans des intempéries, de la température et des conditions environnementales. Puisqu'il faut considérer l'incidence des changements climatiques, particulièrement en matière d'infrastructure, les premiers ministres ont demandé au gouvernement fédéral de préciser la destination des fonds qu'il a alloués aux plans et aux mesures d'adaptation des provinces et territoires. Ils ont également demandé l'amélioration des Accords d'aide financière en cas de catastrophe, et souligné le besoin d'investissements fédéraux stratégiques dans les infrastructures résilientes.

Communautés nordiques : Les premiers ministres demandent au gouvernement fédéral de s'employer davantage à soutenir les infrastructures stratégiques de nature

préventive, et de mettre plus rapidement en œuvre ses engagements antérieurs en matière d'adaptation aux besoins des communautés nordiques plus vulnérables.

Infrastructure : Les premiers ministres saluent l'engagement du gouvernement fédéral d'offrir un nouveau financement destiné aux infrastructures, lequel favorisera la croissance économique du Canada. Ils estiment que le financement du fédéral devrait bonifier les investissements des provinces et territoires dans leurs infrastructures.

Emplois/formation professionnelle : Les premiers ministres applaudissent l'engagement du gouvernement fédéral à offrir des ententes sur le marché du travail permanentes et flexibles, dont ils espèrent bénéficier le plus vite possible. Ils continueront de promouvoir la formation d'une main-d'œuvre hautement qualifiée, de concert avec le fédéral.

Fédéralisme coopératif : Les premiers ministres ont réitéré leur fort désir de collaborer avec le gouvernement fédéral à l'atteinte d'objectifs communs.

Justice pénale : Les premiers ministres ont examiné l'incidence de l'arrêt *Jordan* sur les systèmes judiciaires provinciaux et territoriaux, et ont discuté d'éventuelles façons de réduire les délais dans les tribunaux tout en respectant les victimes, la sécurité publique et les droits des accusés. Parmi les solutions possibles figurent une réforme de l'utilisation des enquêtes préliminaires, le réexamen de peines minimales obligatoires et la nomination d'un plus grand nombre de juges.

Cannabis : La légalisation du cannabis est une question complexe que les provinces et territoires doivent aborder de concert. Les premiers ministres ont donc formé un groupe de travail chargé de déterminer des considérations et des pratiques exemplaires communes pour la légalisation et la réglementation du cannabis. Ils ont souligné que les efforts que devront déployer les gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'administration, la réglementation, la sensibilisation du public et l'application de la loi en soutien à la légalisation du cannabis seront coûteux. Ils ont aussi discuté des défis que pose la date de mise en œuvre proposée par le gouvernement fédéral, soit en juillet 2018.

Opioides : Les premiers ministres ont insisté sur l'importance de la coopération intergouvernementale pour gérer cette crise urgente et en évolution, et sont fermement résolus à employer une approche de réduction des méfaits. Ils ont discuté des pratiques exemplaires actuelles des provinces et territoires, et ont encouragé le gouvernement fédéral à multiplier les mesures concrètes pour améliorer la sécurité publique au Canada.

Assurance-médicaments : Les provinces et les territoires ont travaillé à rendre les médicaments sur ordonnance plus abordables et accessibles, et à en promouvoir l'utilisation appropriée. Les efforts de l'Alliance pancanadienne pharmaceutique, en particulier, ont entraîné des économies combinées de 1,28 milliard de dollars. Les premiers ministres ont constaté l'écart entre le prix des médicaments sur ordonnance vendus au Canada et de ceux vendus à l'étranger, et continueront de collaborer à

l'abaissement de ces prix au pays. Ils ont convenu de continuer à chercher comment améliorer la couverture des frais de médicaments au Canada, et ont demandé au gouvernement fédéral de poursuivre sa collaboration en vue de mettre sur pied un régime national d'assurance-médicaments.

Nutrition Nord Canada : Les premiers ministres reconnaissent le besoin de réduire le coût élevé des aliments dans les communautés nordiques plus isolées, et d'y améliorer la sécurité alimentaire. Ils ont fait part au gouvernement fédéral du besoin urgent d'un programme plus responsable et transparent, dont les fonds viendront directement réduire le coût des aliments pour les résidents.

Réfugiés : Les premiers ministres ont discuté du succès de l'établissement des nouveaux arrivants, et demandent au gouvernement fédéral de trouver des moyens de réduire les temps d'attente croissants pour les demandes d'asile.

Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées : Les premiers ministres se montrent depuis longtemps en faveur d'une enquête nationale. Ils continuent de soutenir les communautés autochtones, lesquelles ont besoin d'une approche axée sur la famille qui respecte et honore les victimes et leurs proches. L'assemblée a insisté sur l'importance que l'enquête soit fondée sur la consultation et la participation des peuples autochtones de partout au pays.

Prochaines étapes

Rencontre estivale du Conseil de la fédération, du 18 au 20 juillet 2018, à St. Andrews au Nouveau-Brunswick.

Pièces jointes

Aucune

Les points rapportés dans les communiqués de presse ont été abordés lors de la rencontre. Ils sont accessibles au www.canadaspremiers.ca/fr/.